

Namur;  
Nivelles;  
Saint-Gilles;  
Saint-Josse-ten-Node;  
Schaerbeek;  
Seraing;  
Verviers.

A l'exception des centres d'accueil pour demandeurs d'asile, situés sur leur territoire, ne peuvent pas non plus être choisis comme lieu obligatoire d'inscription les communes suivantes :

Avelgem;  
Bruges;  
Bruxelles;  
Deinze;  
Hastière-par-delà;  
Lanaken;  
Lint;  
Menin;  
Ostende;  
Overpelt;  
Waulsort;  
Wilese;  
Yvoir.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 4 mai 1995.

J. VANDE LANOTTE

Schaerbeek;  
Seraing;  
Sint-Gillis;  
Sint-Jans-Molenbeek;  
Sint-Joost-ten-Node;  
Verviers;  
Vorst.

Met uitzondering van de opvangcentre voor asielzoekers, die op hun grondgebied gelegen zijn, mogen ook niet als verplichte plaats van inschrijving gekozen worden de volgende gemeenten :

Avelgem;  
Brugge;  
Brussel;  
Deinze;  
Hastière-par-delà;  
Lanaken;  
Lint;  
Menin;  
Oostende;  
Overpelt;  
Waulsort;  
Wilese;  
Yvoir.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 1 september 1995.

Brussel, 4 mei 1995.

J. VANDE LANOTTE

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 - 1805

##### 7 AVRIL 1995. - Accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement des chômeurs

Vu les articles 1, 39, 127 à 130 et 134, de la constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 notamment les articles 4, 6 et 92bis, § 1er;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par la loi du 18 juillet 1990 notamment l'article 55bis;

Vu l'accord de coopération du 5 juin 1991 entre l'Etat, les Communautés et les Régions relatif à la réinsertion des chômeurs de longue durée;

Vu l'accord de coopération du 22 septembre 1992 entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement;

Considérant qu'il est nécessaire qu'un accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions soit conclu concernant la prolongation du plan d'accompagnement afin de garantir aux chômeurs le droit de s'insérer;

Considérant qu'un soutien supplémentaire de l'Etat s'impose à côté des efforts fournis par les Communautés et Régions;

Considérant la nécessité de traduire dans la réglementation du chômage les efforts de réinsertion des chômeurs;

Considérant que ce qui précède suppose la poursuite du système d'échange d'informations concernant les chômeurs entre l'Etat, les Communautés et les Régions;

L'Etat représenté par le Ministre de l'Emploi et du Travail;

La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre communautaire des Médias, de la Formation des adultes, de la Politique des Handicapés, de l'Aide sociale et de la Reconversion professionnelle;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de Développement technologique et de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle;

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 - 1865

##### 7 APRIL 1995. - Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan der werklozen

Gelet op de artikelen 1bis, 39, 127 tot 130 en 134, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid de artikelen 4, 6 en 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen van de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990, inzonderheid artikel 55bis;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 5 juni 1991 tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de herinschakeling van langdurig werklozen;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 22 september 1992 tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat tussen de Staat, de Gemeenschappen, en de Gewesten een samenwerkingsakkoord tot stand komt inzake het instellen van een begeleidingsplan teneinde aan de werklozen het recht te waarborgen om zich in te schakelen;

Overwegende dat een bijkomende ondersteuning van de Staat zich opdringt naast de inspanningen geleverd door de Gemeenschappen en de Gewesten;

Overwegende de noodzaak om de herinschakelingsinspanningen van de werklozen te vertalen in de werkloosheidsreglementering;

Overwegende dat wat vooraf gaat het verderzetten verondertelt van een systeem van uitwisseling van gegevens inzake de werklozen tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten;

De Staat vertegenwoordigd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-Président en van de Vlaamse Minister van Tewerkstelling en Sociale Aangelegenheden;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-Président en van de Gemeenschapsminister van Media, Volwassenenvorming, Gehandicaptenbeleid, Sociale Bijstand en Beroepsomscholing;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-Président en van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président, chargée de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi;

La Commission communautaire française représentée par son collège, en la personne de son Membre-Président, chargée de la Promotion sociale, de l'Aide aux personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnel,

Ont convenu ce qui suit:

### **Titre Ier. - Plan d'accompagnement**

#### **CHAPITRE Ier. - Objectif**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Plan d'accompagnement a pour objectif général de prévenir le chômage de longue durée et de permettre aux chômeurs accompagnés de prendre position sur le marché de l'emploi.

A cette fin, il vise notamment à :

1. augmenter les aptitudes des chômeurs à s'insérer sur le marché de l'emploi par un accompagnement spécifique et intensifié des services compétents en matière d'emploi et de formation professionnelle;
2. soutenir les efforts des demandeurs d'emploi dans leurs réinsertion;
3. promouvoir le taux d'insertion professionnelle des chômeurs concernés.

#### **CHAPITRE II. - Principes**

**Art. 2.** Les Parties signataires s'engagent à proposer aux chômeurs à partir du 1<sup>er</sup> avril 1995, selon les modalités prévues dans le présent titre, un plan d'accompagnement.

**Art. 3.** 3. § 1<sup>er</sup>. Le plan d'accompagnement s'adresse de manière obligatoire à tous les chômeurs complets indemnisés, inscrits obligatoirement comme demandeurs d'emploi, de moins de 46 ans qui commencent leur 10<sup>e</sup> mois de chômage, et qui ne sont pas détenteurs d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

Les Régions peuvent décider d'élargir le plan d'accompagnement sur base volontaire à tous les chômeurs complets indemnisés de plus de 46 ans qui, de même, commencent leur 10<sup>e</sup> mois de chômage.

Le période d'attente des jeunes, qui bénéficient, d'allocations d'attente, est assimilée à du chômage pour l'application du présent article.

§ 2. Les services régionaux de placement transmettent les listes mensuelles des chômeurs concernés à l'Office national de l'Emploi. Le cas échéant cette liste est adaptée en concertation commune.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le plan d'accompagnement comprend deux phases.

§ 2. Dans la première phase, le service régional compétent établit un diagnostic de la situation du chômeur concerné et l'informe de ses possibilités sur le marché de l'emploi.

§ 3. Le service régional présente aux chômeurs concernés au cours de la seconde phase, de trois mois au moins, un programme d'action contenu dans une convention d'accompagnement dont copie est transmise à l'Office national de l'Emploi.

Cette convention d'accompagnement est établie sur un document dont le modèle sera approuvé par le Comité d'évaluation visé à l'article 10.

Ce programme d'action tient compte de l'âge, des capacités personnelles, sociales et professionnelles et comprend une analyse des possibilités de l'intéressé sur le marché de l'emploi et de la situation de celui-ci.

Dans le cadre du programme d'action auquel chaque chômeur du groupe cible à droit, le service régional peut, en fonction des nécessités, réserver une attention particulière à certains profils.

Dans le cadre de la réalisation de la convention d'accompagnement, le service régional compétent organise d'une manière régulière et intensive des actions qui cadrent avec les plans d'accompagnement.

Ces plans contiennent, notamment, des mesures en rapport avec l'orientation, la guidance, la formation professionnelle, le placement et l'évaluation continue des chômeurs accompagnés.

§ 4. Au plus tard, quatre mois après la signature de la Convention d'accompagnement, une évaluation est établie par le service régional, qui est transmise à l'Office national de l'Emploi.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en tewerkstelling;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College, in de persoon van de Voorzitter, bevoegd voor de Sociale Promotie, de Bijstand aan personen en de Beroepsomscholing en Bijscholing,

Komen overeen wat volgt :

### **Titel I. - Begeleidingsplan**

#### **HOOFDSTUK I. - Doelstelling**

**Artikel 1.** Het begeleidingsplan der werklozen heeft als algemene doelstelling langdurige werkloosheid te voorkomen en aan de begeleide werklozen de kans te bieden hun positie op de arbeidsmarkt te verbeteren.

Daartoe richt het plan zich meer bepaald op :

1. het verhogen van de kansen op de arbeidsmarkt van de werklozen via een specifieke en geïntensifieerde begeleiding door de bevoegde diensten voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding;
2. het ondersteunen van de inspanningen van de werklozen voor hun herinschakeling;
3. het bevorderen van de graad van inschakeling van de werklozen bedoeld in dit plan.

#### **HOOFDSTUK II. - Beginselen**

**Art. 2.** De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om vanaf 1 april 1995 volgens de in deze titel voorziene modaliteiten aan de werklozen een begeleidingsplan voor te leggen.

**Art. 3.** § 1. Het begeleidingsplan richt zich op een verplichtende wijze tot alle uitkeringsgerechtigd volledig werklozen, verplicht ingeschreven als werkzoekenden, jonger dan 46 jaar die hun 10<sup>e</sup> maand werkloosheid aanvangen, en die niet in het bezit zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs.

De Gewesten kunnen beslissen het begeleidingsplan op een vrijblijvende wijze te verruimen tot alle uitkeringsgerechtigde werklozen, ouder dan 46 jaar die hun 10<sup>e</sup> maand werkloosheid aanvangen.

De wachperiode voor de jongeren die wachtuitkeringen genieten wordt voor dit artikel, gelijkgesteld met werkloosheid.

§ 2. De Gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling maken de maandelijkse lijsten van de betrokken werklozen over aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. Desgevallend wordt deze lijst in gemeenschappelijk overleg aangepast.

**Art. 4.** § 1. Het begeleidingsplan bestaat uit 2 fasen.

§ 2. In de eerste fase maakt de bevoegde Gewestelijke dienst een diagnose op van de situatie van de betrokken werkloze en informeert deze van zijn mogelijkheden op de arbeidsmarkt.

§ 3. De Gewestelijke dienst biedt de betrokken werklozen in de tweede fase die ten minste 3 maand duurt een actieplan aan, vervat in een begeleidingsvereenkomst, waarvan een kopie overgemaakt wordt aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Deze begeleidingsvereenkomst wordt opgesteld op een document waarvan het model wordt goedgekeurd door het evaluatiecomité, zoals bedoeld in artikel 10.

Dit actieplan houdt rekening met de leeftijd, de persoonlijke, sociale en beroepsbekwaamheden een en analyse van de mogelijkheden van de betrokkene op de arbeidsmarkt evenals de toestand van de arbeidsmarkt

In het kader van het actieplan waarop elke werkloze van de doelgroep recht heeft, kan de Gewestelijke dienst in functie van de noodwendigheden een bijzondere aandacht schenken aan bepaalde profielen.

In het kader van de uitvoering van de begeleidingsvereenkomst, organiseert de bevoegde gewestelijke dienst op regelmatige en intensieve wijze acties die kaderen in de begeleidingsplannen.

Deze plannen bevatten inzonderheid maatregelen die betrekking hebben op oriëntatie, begeleiding, beroepsopleiding, tewerkstelling en permanente evaluatie van de begeleide werklozen.

§ 4. Uiterlijk vier maanden na de ondertekening van de begeleidingsvereenkomst wordt door de Gewestelijke Dienst een evaluatie opgesteld, die overgemaakt wordt aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Pour les chômeurs qui suivent un programme d'action plus long, une évaluation finale ultérieure est transmise au plus tard 12 mois après la signature de la convention d'accompagnement.

L'évaluation est établie sur un document dont le modèle sera approuvé par le Comité d'évaluation visé à l'article 10.

**Art. 5.** L'autorité nationale s'engage à prolonger le délai d'exécution des articles 80 à 88 inclus de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, pour les chômeurs visés à l'article 3 qui acceptent et exécutent de bonne volonté le plan d'action présenté.

Les données au sujet des chômeurs qui refusent la convention d'accompagnement proposée, qui s'en désintéressent en cours d'exécution ou qui échouent de leur propre faute, seront communiquées conformément aux modalités du titre II.

Les convocations envoyées au chômeur dans le cadre du plan d'accompagnement doivent stipuler explicitement que la convocation s'inscrit dans le cadre de la participation obligatoire au plan d'accompagnement.

**Art. 6.** L'autorité nationale s'engage à prendre le coût supplémentaire du plan d'accompagnement des chômeurs visés à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, à sa charge, selon les montants et les modalités prévues en annexe. Ce financement se fera notamment par l'instauration d'une cotisation spéciale.

#### CHAPITRE III. - Mesure pour l'emploi

**Art. 7.** Les Régions s'engagent à réserver une partie des programmes d'emploi et des aides à l'embauche aux chômeurs qui ont signé une convention d'accompagnement visée à l'article 4, § 3.

Les Régions et les Communautés s'engagent, en ce qui concerne l'accompagnement, la formation et l'insertion professionnelles à s'orienter en particulier vers les secteurs où il y a pénurie de main d'œuvre ou des réelles perspectives d'embauche, et vers les secteurs qui ont conclu un accord de coopération dans le cadre de l'utilisation des moyens sectoriels pour la promotion de l'emploi visé dans l'accord interprofessionnel 1995-1996.

**Art. 8.** L'autorité nationale s'engage à cibler de la façon la plus adéquate les avantages de la dispense de cotisations de sécurité sociale aux employeurs qui engagent des chômeurs qui ont signé une convention d'accompagnement visée à l'article 4, § 3.

#### Titre II. - Echanges de données

**Art. 9.** En vue de permettre à chacun des organismes, national, régionaux ou communautaires, d'accomplir les missions dont ils ont la charge, dans le cadre d'une description précise des tâches de chacun, les parties contractantes conviennent ce qui suit :

§ 1er. Le système d'échange d'informations et données relatives au refus d'emploi et de formation ainsi qu'aux cas d'indisponibilité sera appliqué d'une manière effective et correcte conforme aux principes prévus au document en annexe.

§ 2. Les fonctionnaires désignés du bureau régional de l'Office national de l'Emploi s'informent au besoin auprès des services régionaux et/ou communautaires en vue de recueillir les données complémentaires qui font partie du dossier du chômeur concerné et qui sont utiles à l'accomplissement de leur mission de vérification des conditions d'octroi des allocations.

Dans ce cadre, ces fonctionnaires prennent les mesures nécessaires afin de garantir :

- le caractère confidentiel des données sociales à caractère personnel dont ils obtiendraient connaissance;
- l'usage de ces données aux seules fins requises pour l'exercice de leur mission de surveillance.

§ 3. Les organismes régionaux et/ou communautaires tiennent à disposition du bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi concerné :

- un double des convocations communiquées aux demandeurs d'emploi dans le cadre de propositions de travail et de formations professionnelles en entreprise;
- un double des convocations communiquées aux demandeurs d'emploi les invitant à entamer une formation professionnelle et mentionnant la date de début de celle-ci.

Voor de werklozen die een langdurend actieplan volgen wordt ten laatste twaalf maanden na de ondertekening van de begeleidingsovereenkomst een slotevaluatie overgemaakt.

Deze evaluatie gebeurt op een document waarvan het model wordt goedgekeurd door het evaluatiecomité, zoals bedoeld in artikel 10.

**Art. 5.** De nationale overheid verbindt zich ertoe om voor de werklozen bedoeld in artikel 3 die het aangeboden actieplan aanvaarden en te goeder trouw uitvoeren, de termijn van de toepassing van artikelen 80 tot en met 88 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering te verlengen.

Over de werklozen die weigeren in te gaan op een aangeboden begeleidingsovereenkomst, die gedurende de uitvoering geen interesse vertonen of die door eigen toedoen falen, zullen de gegevens meegedeeld worden overeenkomstig de modaliteiten vermeld in Titel II.

De oproepingen die aan de werkloze worden gestuurd in het kader van het begeleidingsplan, dienen uitdrukkelijk te vermelden dat de oproeping geschiedt in het kader van de verplichte deelname aan het begeleidingsplan.

**Art. 6.** De nationale overheid verbindt zich ertoe om de meerkost van het begeleidingsplan voor de werklozen bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid ten laste te nemen volgens de bedragen en modaliteiten voorzien in bijlage. Deze financiering gebeurt met de instelling van met name een bijzondere bijdrage.

#### HOOFDSTUK III. - Tewerkstellingsmaatregelen

**Art. 7.** De Gewesten verbinden zich ertoe om een gedeelte van de tewerkstellingsprogramma's voor te behouden ten voordele van de werklozen die een begeleidingsovereenkomst bedoeld in artikel 4, § 3, ondertekenden.

De Gewesten en Gemeenschappen verbinden er zich toe bij de begeleiding, de beroepsopleiding en de inschakeling van werkzoekenden, zich in het bijzonder te richten tot die sectoren waar een gebrek aan arbeidskrachten bestaat, of tot de sectoren waar de perspectieven tot aanwerving reëel zijn, en naar de sectoren die een samenwerkingsakkoord met hen afsluiten in het kader van de aanwending van de sectoriële middelen ten voordele van de werkgelegenheid zoals bedoeld in het interprofessioneel akkoord 1995-1996.

**Art. 8.** De nationale overheid verbindt zich ertoe om de voordelen van vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen op de meest adequate wijze af te stemmen op de werkgevers die werklozen aanwerven die een begeleidingsovereenkomst bedoeld in artikel 4, § 3, ondertekenden.

#### Titel II. - Uitwisseling van gegevens

**Art. 9.** Om elk van de nationale, regionale of communautaire instellingen in staat te stellen de hen opgelegde opdrachten uit te voeren, in het kader van een nauwkeurige omschrijving van hun respectieve taken, komen de ondertekenende partijen het volgende overeen :

§ 1. Het systeem van uitwisseling van inlichtingen en gegevens in verband met de weigering van werk, van een opleiding evenals de gevallen van onbeschikbaarheid voor de arbeidsmarkt, zal op een daadwerkelijke en correcte wijze toegepast worden overeenkomstig de principes voorzien in het document in bijlage.

§ 2. De aangeduide ambtenaren van het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening informeren zich zonnodig bij de gewestelijke- en/of communautaire diensten om bijkomende inlichtingen in te winnen die deel uitmaken van het dossier van de betrokken werkloze en die nuttig zijn voor hun opdracht om de toekenningsvoorwaarden van de uitkeringen te controleren.

In dit kader nemen deze ambtenaren de nodige maatregelen teneinde :

- de vertrouwelijke aard van de persoonlijke sociale gegevens waarvan zij kennis zouden krijgen;
- het gebruik van die gegevens die alleen nodig zijn voor de uitvoering van hun toezichtopdracht; te waarborgen.

§ 3. De gewestelijke en/of communautaire diensten houden ter beschikking van het betrokken werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in een :

- een duplicaat van de oproepen aan de werkzoekenden werden gestuurd in het kader van een werkaanbod en van beroepsopleiding in het bedrijf;
- een duplicaat van de oproepen die aan de werkzoekenden werden gestuurd met verzoek een beroepsopleiding aan te vragen en met vermelding van de ingangsdatum ervan.

**Titre III. - Dispositions finales**

**Art. 10.** L'exécution du présent accord sera évaluée tous les trois mois par un Comité d'évaluation.

Ce Comité d'évaluation sera composé de représentants désignés par les parties signataires.

Les réunions de ce Comité seront préparées par le collège des fonctionnaires dirigeants.

Sur la base de cette évaluation, le groupe cible, tel que déterminé à l'article 3, peut être adapté par ce Comité d'évaluation.

**Art. 11.** Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1er avril 1995 et produit ses effets jusqu'au 31 décembre 1995.

**Art. 12.** Cet accord de coopération remplace l'accord de coopération du 22 septembre 1992.

Fait à Bruxelles, le 7 avril 1995, en 9 exemplaires originaux.

Pour l'Etat :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre de l'Emploi et des Affaires sociales,  
L. PEETERS

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
J. MARAITE

Le Ministre des Médias, de la Formation des adultes,  
de la Recherche scientifique, de l'Emploi  
et de la Reconversion professionnelle,  
K.-H. LAMBERTZ

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,  
de la Recherche scientifique, de l'Emploi  
et de la Formation professionnelle,  
A. LIENARD

Pour la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,  
Ch. PICQUE

Pour la Commission communautaire française :

Le Président du Collège, chargé de la Promotion sociale,  
de l'Aide aux personnes et de la Reconversion  
et du Recyclage professionnel,  
Ch. PICQUE

Accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions  
concernant le plan d'accompagnement des chômeurs

Annexe : Financement

**1. Montants par année civile**

a) Pour l'ONEM, un montant maximum de F 200 000 000 est prévu pour les frais de suivi;

b) Pour les Régions, un montant maximum de F 1 000 000 000 est prévu pour leurs activités d'accompagnement;

c) Pour les entités fédérées compétentes, un montant maximum de F 800 000 000 est prévu pour les formations professionnelles supplémentaires.

**2. Répartition**

a) Le montant maximum de F 1 000 000 000 visé au point 1 b) est réparti entre le « Vlaamse dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding », l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi et l'Office régional bruxellois de l'emploi, sur base de leur quote part dans le nombre de chômeurs complets indemnisés appartenant au groupe cible du plan d'accompagnement pendant l'année civile précédente.

**Titel III. - Slotbepalingen**

**Art. 10.** De uitvoering van dit akkoord wordt om de drie maanden geëvalueerd in een evaluatiecomité.

Dit evaluatiecomité is samengesteld uit vertegenwoordigers aangegeven door de ondertekenende partijen.

De vergaderingen van dit comité worden voorbereid door het college van de leidende ambtenaren.

Op basis van die evaluatie kan de doelgroep, zoals omschreven in artikel 3, aangepast worden door dit evaluatiecomité.

**Art. 11.** Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 april 1995, en blijft van kracht tot 31 december 1995.

**Art. 12.** Dit samenwerkingsakkoord vervangt het samenwerkingsakkoord van 22 september 1992.

Gedaan te Brussel, op 7 april 1995 in 9 originele exemplaren.

Voor de Staat :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-Président,  
L. VAN DEN BRANDE

De Minister van Tewerkstelling en Sociale Aangelegenheden,  
L. PEETERS

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-Président,  
J. MARAITE

De Minister van Media, Volwassenenvorming, Gehandicaptenbeleid,  
Sociale Bijstand en Beroepsomscholing,

K.-H. LAMBERTZ

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-Président,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,  
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Président, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening,  
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,  
Ch. PICQUE

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College, bevoegd voor de Sociale Promotie,  
de Bijstand aan Personen en de Beroepsomscholing en Bijscholing,

Ch. PICQUE

Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen  
en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan der werklozen

Bijlage : Financiering

**1. Bedragen per kalenderjaar**

a) Voor de R.V.A. wordt een maximumbedrag van F 200 000 000 voorzien voor de opvolgingskosten.

b) Voor de Gewesten wordt een maximumbedrag van F 1 000 000 000 voorzien voor de begeleidingsactiviteiten.

c) Voor de bevoegde gefedereerde entiteiten wordt een maximumbedrag van F 800 000 000 voorzien voor de bijkomende beroepsopleidingen.

**2. Verdeling**

a) Het maximumbedrag van F 1 000 000 000 bedoeld in punt 1, b), wordt verdeeld tussen de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, « l'Office communautaire et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi » en de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling op basis van hun aandeel in het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen behorend tot de doelgroep van het begeleidingsplan gedurende het voorgaande burgerlijke jaar

b) Le montant maximum de F 800 000 000 visé au point 1 c) est réparti comme suit :

- F 390 000 000 maximum est accordé au « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding »; ce montant comporte les formations de la communauté flamande, dans la Région flamande et dans la Région de Bruxelles-Capitale;

- F 330 000 000 maximum est accordé à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, dont F 13 840 000 maximum pour les formations professionnelles dans la Communauté germanophone;

- F 80 000 000 maximum est accordé à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

### 3. Paiement

Le paiement est effectué sous forme d'avances et de décomptes sur base de pièces justificatives.

Le paiement est subordonné à l'exécution correcte de l'accord de coopération en ce qui concerne :

a) Le nombre réel de plans d'accompagnement réalisés qui aboutissent à une mise à l'emploi, à une formation, à un plan terminé sans suite ou un échange de données.

b) Le nombre d'heures de formation professionnelle suivies par les chômeurs, dont le plan d'accompagnement prévoit une telle formation.

c) L'échange de données.

Cette exécution correcte est évaluée comme prévue à l'article 10 de l'accord de coopération.

Les modalités pour le paiement seront établies après concertation au sein du comité d'évaluation.

Accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement des chômeurs

Annexe : Transmission des données entre VDAB, FOREM, ORBEM et l'ONEM

### I. Convocation par le service

Soit :

- un entretien placement;
- une séance d'information;
- des épreuves de qualification professionnelle;
- le service psychologique;
- le service médical;
- un entretien ou un cycle d'orientation en vue d'une formation professionnelle;
- un entretien d'analyse des besoins en termes de qualification et formation professionnelle.

Soit :

d'une manière générale toute raison utile à apporter au demandeur d'emploi une aide propre à son insertion sur le marché de l'emploi, à sa réinsertion sur le marché de l'emploi par l'amélioration de sa qualification ou formation professionnelle.

L'intéressé est invité à donner suite à une convocation qui porte d'une manière appropriée mention :

1. de ce qu'il est tenu d'y répondre;
2. de ce que sans quoi il sera reconvoqué dans les huit jours pour exposer les motifs de son absence;

3. de ce que l'inscription comme demandeur d'emploi obligatoire implique clairement des obligations de réactions positives aux sollicitations du service.

A. L'intéressé ne donne pas suite à la convocation

1. L'intéressé est reconvoqué dans les huit jours :

a) L'intéressé ne donne toujours pas suite à ce rappel de convocation.

L'ONEM est informé de ce fait de même que de la date d'absence à la première convocation.

b) Het maximumbedrag van F800 000 000 bedoeld in punt 1, c), wordt als volgt verdeeld :

- F 390 000 000 maximum wordt aan de « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling » toegekend; dit bedrag omvat de opleidingen van de Vlaamse Gemeenschap verstrekt in het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- F 330 000 000 maximum wordt aan « l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » toegekend, waarvan F 13 840 000 maximum voor de beroepsopleiding in de Duitstalige gemeenschap;

- F 80 000 000 maximum voor het « Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

### 3. Betaling

De betaling geschiedt onder de vorm van voorschotten en afrekeningen op basis van verantwoordingsstukken.

De betaling is afhankelijk van de correcte uitvoering van dit samenwerkingsakkoord voor wat betreft :

a) Het reële aantal gerealiseerde begeleidingsplannen die aanleiding gegeven hebben tot een tewerkstelling, een opleiding, een zonder gevolg beëindigd plan of een uitwisseling van gegevens.

b) Het aantal uren beroepsopleiding gevolgd door de werklozen waarvan het begeleidingsplan voorziet in dergelijke opleiding.

c) De uitwisseling van gegevens.

Deze correcte uitvoering wordt geëvalueerd zoals voorzien in het artikel 10 van dit samenwerkingsakkoord.

De nadere modaliteiten voor de betaling zullen worden uitgewerkt na overleg in de schoot van het Evaluatiecomité.

Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan der werklozen

Bijlage : Transmissie van de gegevens tussen VDAB, FOREM, BGDA en RVA

### I. Oproeping door de dienst

Ofwel voor :

- een plaatsingsonderhoud;
- een informatiebijeenkomst;
- proeven inzake beroepsbekwaamheid;
- de psychologische dienst;
- medische dienst;
- een onderhoud of een oriënteringscyclus voor een beroepsopleiding;
- een onderhoud tot analyse van de noden inzake beroepskwalificatie en -opleiding.

Ofwel :

op algemene wijze, voor iedere reden, dienstig om de werkzoekende hulp te verschaffen voor zijn inschakeling op de arbeidsmarkt, of zijn herschikking door de verbetering van zijn beroepskwalificatie of -opleiding.

De betrokkene wordt uitgenodigd gevolg te geven aan een uitnodiging die op passende manier aanduidt dat :

1. hij erop dient te antwoorden;
2. hij, indien hij hier niet op antwoordt, binnen de 8 dagen terug opgeroepen zal worden om de redenen voor zijn afwezigheid uiteen te zetten;
3. zijn verplichte inschrijving als werkzoekende duidelijk inhoudt dat men van hem positieve reacties verwacht op de dringende verzoeken van de dienst.

A. De betrokkene geeft geen gevolg aan de oproeping

1. De betrokkene wordt binnen de 8 dagen teruggeroepen :

a) De betrokkene geeft nog altijd geen gevolg aan deze nieuwe oproep.

De RVA wordt hiervan verwittigd alsmede van de datum van afwezigheid bij de eerste oproep.

b) L'intéressé donne suite au rappel de convocation. Reçu en entretien, il est invité à exposer les motifs de son absence.

En cas de motifs valables : pas de problèmes.

En cas de motifs non valables : l'ONEM est informé de ce fait et les motifs non valables sont communiqués.

B. L'intéressé donne suite à la convocation

1. Il collabore de façon positive : pas de problèmes.

2. Il ne collabore pas de façon positive et n'a pour cela pas de raisons valables. Sur le champ, il est informé clairement des obligations de réactions positives aux sollicitations du service, qu'implique de sa part son inscription comme demandeur d'emploi.

a) Il réagit en collaborant de façon positive pas de problèmes.

b) Il maintient son attitude de non-collaboration : l'ONEM est informé de ce fait et des circonstances du refus de collaboration positive, éventuellement indicatives d'indisponibilité sur le marché de l'emploi.

II. Proposition de travail

L'intéressé est invité à donner suite à une convocation pour une proposition de travail qui porte mention de ce fait et de ce qu'il est tenu d'y répondre.

A. L'intéressé ne se présente pas au service de placement

L'ONEM est informé quinze jours plus tard. En cas d'une présentation tardive spontanée dans ce délai, l'intéressé est reçu en entretien. Le service examine les motifs valables ou non de non présentation de l'intéressé au jour fixé.

L'appréciation du motif valable par le service, tient compte du fait que la non présentation à pu avoir, entre-temps, comme conséquence la perte d'une possibilité effective d'emploi.

En cas de motifs non valables : l'information à l'ONEM contient ces motifs non valables.

B. L'intéressé se présente au service de placement

1. Il accepte l'offre d'emploi et :

a) va se présenter chez l'employeur où il est accepté : pas de problèmes;

b) va se présenter chez l'employeur où :

1° soit il n'est pas accepté pour des motifs qui lui sont imputables : l'ONEM est averti de ce fait et succinctement des circonstances du non engagement que l'employeur a fournis, ou dont le service a été informé ou dont il a pris connaissance;

2° soit il n'est pas accepté pour des motifs qui ne lui sont pas imputables : pas de problèmes;

c) soit il ne va pas se présenter chez l'employeur : l'ONEM est informé de ce fait et s'informerait ou sera informé du suivi ultérieur; l'intéressé est reconvoqué pour justifier de cette absence chez l'employeur :

- l'intéressé se présente. Reçu en entretien, il fournit des motifs valables auquel cas, il n'y a plus de problèmes et l'ONEM est informé;

- l'intéressé se présente et ne fournit pas de motifs valables. L'ONEM est informé des motifs non valables avancés par l'intéressé;

- l'intéressé ne se présente pas : l'ONEM est informé de ce fait complémentaire.

2. Il refuse de donner suite à l'offre d'emploi chez le plaçeur :

a) soit il a un motif valable et il n'y a pas de problèmes;

b) soit il n'a pas de motif valable : l'ONEM est informé de ce fait et des circonstances de ce refus de collaboration positive dans le cadre d'une offre d'emploi.

III. Formation professionnelle

A. Convocation par le service pour :

Une entrée en formation professionnelle. L'analyse de cette situation s'assimile à la non présentation chez l'employeur à l'occasion d'une offre d'emploi.

1. L'intéressé ne donne pas suite à une convocation d'entrée en formation professionnelle.

Suivant les modalités internes au service régional et/ou communautaire compétent, l'ONEM est informé de ce fait. Il s'informerait ou sera informé du suivi ultérieur.

b) De betrokkene geeft gevolg aan de nieuwe oproep. Tijdens een onderhoud wordt hij uitgenodigd de reden aan te geven voor zijn afwezigheid.

In geval van geldige reden : geen probleem.

In geval hij geen geldige reden heeft : de RVA wordt hiervan verwittigd en de aangevoerde ongeldige redenen worden meegedeeld.

B. De betrokkene geeft gevolg aan de uitnodiging

1. Hij werkt positief mee : geen probleem.

2. Hij werkt niet positief mee en heeft hiervoor geen geldige reden; hij wordt er ter plaatse duidelijk aan herinnerd dat zijn inschrijving als werkzoekende inhoudt dat men van hem positieve reacties verwacht op de dringende verzoeken van de dienst.

a) Hij reageert hierop door positief mee te werken : geen probleem.

b) Hij volhardt in zijn houding van niet-medewerking : de RVA wordt verwittigd van het feit en van de omstandigheden van zijn weigering tot positieve medewerking, die eventueel indicatief zijn voor de onbeschikbaarheid op de arbeidsmarkt.

II. Werkaanbod

Betrokkene wordt uitgenodigd gevolg te geven aan een oproep betreffende een werkaanbod, die dit feit vermeldt en eveneens dat hij verplicht is erop te antwoorden.

A. Betrokkene biedt zich niet aan bij de plaatsingsdienst

De RVA wordt 15 dagen later verwittigd. In geval van een laattijdige spontane aanbieding binnen deze termijn, wordt de betrokkene tot een onderhoud uitgenodigd. De dienst onderzoekt de geldige of niet-geldige redenen van de niet-aanbieding van betrokkene op de bepaalde dag.

De beoordeling door de dienst van de geldige reden, houdt rekening met het feit dat de niet-aanbieding tussen het verlies van een daadwerkelijke tewerkstellingsmogelijkheid tot gevolg kan gehad hebben.

In geval van niet-geldige redenen bevat de informatie aan de RVA deze niet-geldige redenen.

B. Betrokkene biedt zich aan bij de plaatsingsdienst

1. Hij aanvaardt het werkaanbod en :

a) gaat zich aanbieden bij de werkgever waar hij aanvaard wordt : geen probleem;

b) gaat zich aanbieden bij de werkgever, waar hij :

1° ofwel niet aangeworven wordt wegens redenen die aan hem te wijten zijn : de RVA wordt van dit feit en van de omstandigheden van de niet-aanwerving die de werkgever verstrekt heeft of waarover de dienst geïnformeerd is of waarvan de dienst kennis heeft gekregen, beknopt verwittigd;

2° ofwel niet aanvaard wordt om redenen die niet aan hem te wijten zijn : geen probleem;

c) ofwel gaat hij zich niet aanbieden bij de werkgever : de RVA wordt ervan verwittigd en zal zich zelf op de hoogte stellen of geïnformeerd worden over het verder gevolg; betrokkene wordt opnieuw opgeroepen om zijn afwezigheid bij de werkgever te rechtvaardigen :

- betrokkene biedt zich aan en tijdens een onderhoud verschaft hij een geldige reden, in welk geval er geen probleem rijst en de RVA geïnformeerd wordt;

- betrokkene biedt zich aan en verschaft geen geldige redenen. De RVA wordt verwittigd van de niet-geldige redenen aangevoerd door betrokkene;

- betrokkene biedt zich niet aan : RVA wordt van dit aanvullend feit verwittigd.

2. Hij weigert gevolg te geven aan het werkaanbod bij de bemiddelaar :

a) ofwel heeft hij een geldige reden en zijn er geen problemen;

b) ofwel heeft hij geen geldige reden : de RVA wordt hiervan verwittigd en van de omstandigheden van de weigering tot positieve medewerking in het kader van een werkaanbod.

III. Beroepsopleiding

A. Oproeping door de dienst voor

Deelname aan een beroepsopleiding. De analyse van deze situatie wordt geassimileerd met de niet-aanbieding bij de werkgever te gelegenheid van een werkaanbod.

1. Betrokkene geeft geen gevolg aan een uitnodiging om een beroepsopleiding aan te vatten.

Volgens de interne modaliteiten van de bevoegde dienst van het Gewest en/of de Gemeenschappen wordt de RVA hiervan op de hoogte gesteld. De RVA zal zich zelf informeren of geïnformeerd worden over het verder gevolg.

Le service régional et/ou communautaire compétant reconvoque, s'il échet, l'intéressé pour justifier de cette absence. Dans cette hypothèse :

a) L'intéressé se présente. Reçu en entretien, il fournit des motifs valables; le service examine la mesure dans laquelle le motif et le délai dans lequel il a été fourni fait ou non obstacle à la participation à la formation professionnelle envisagée;

b) L'intéressé se présente et ne fournit pas de motifs valables. L'ONEM est informé des motifs non valables exposés par l'intéressé.

c) L'intéressé ne se présente pas : l'ONEM est informé de ce fait : la présentation tardive spontanée de l'intéressé renvoie la procédure au point A.1.a. avant.

2. L'intéressé se présente et entame sa formation professionnelle : il n'y a pas de problèmes.

3. L'intéressé se présente tout en faisant valoir son impossibilité de ou son souhait de ne pas entamer la formation professionnelle prévue : voir la procédure en cas d'offre d'emploi point II.B2.a. et b.

#### B. Interruption de formation professionnelle

1. Lorsque la formation professionnelle d'un chômeur indemnisé est interrompue, par décision du service, pour manque de collaboration positive : l'ONEM est informé du fait et des circonstances ayant entraîné cette interruption.

2. Les mêmes informations sont fournies à l'ONEM en cas d'interruption de la formation professionnelle par abandon de celle-ci par le chômeur.

3. Lorsque les interruptions de formation professionnelle par « licenciement » ou abandon son légitimées par les motifs valables acceptés par le service et non imputables au chômeur, l'ONEM est informé succinctement.

#### IV. Application

Les « motifs valables » ou « non valables » examinés par le service sont appréciés par celui-ci en tenant compte des principes de la réglementation chômage en matière de disponibilité positive sur le marché de l'emploi et en conformité avec les obligations qu'implique l'inscription obligatoire comme demandeur d'emploi.

En cas de doute, l'appréciation du bureau du chômage de l'ONEM est sollicitée.

Ils sont en outre appréciés, particulièrement en fonction des actions spécifiques, notamment, consécutives à des accords de coopération, menés par les services en vue du développement des chances et des capacités personnelles d'insertion.

En vue d'une application uniforme des règles susmentionnées, le collège des fonctionnaires dirigeants est chargé d'harmoniser ces mesures et leurs procédures d'application.

De bevoegde dienst van het Gewest en/of de Gemeenschap roept, in voorkomend geval, betrokkene terug op om deze afwezigheid te rechtvaardigen.

a) Betrokkene biedt zich aan en tijdens een onderhoud brengt hij geldige redenen naar voor; de dienst gaat na in welke mate de aangevoerde reden en de termijn binnen dewelke hij aangevoerd werd, al dan niet een beletsel vormt voor een deelname aan de bedoelde beroepsopleiding.

b) Betrokkene biedt zich aan maar voert geen geldige redenen aan. De RVA wordt op de hoogte gebracht van de ongeldige redenen aangebracht door betrokkene.

c) Betrokkene biedt zich niet aan : de RVA wordt hiervan op de hoogte gebracht, de laattijdige sportage aanbieding van betrokkene doet procedure terug aanvatten op punt A.1.a. hierboven.

2. Betrokkene biedt zich aan en begint de beroepsopleiding : geen probleem.

3. Betrokkene biedt zich aan waarbij hij de onmogelijkheid inroept om de voorziene beroepsopleiding aan te vatten of zijn wens om ze niet aan te vatten : zie procedure in geval van werkaanbieding punt II.B2.a. en b.

#### B. Onderbreking van de beroepsopleiding

1. Indien de beroepsopleiding van een vergoede werkloze onderbroken wordt door een beslissing van de dienst wegens gebrek aan positieve medewerking, wordt de RVA verwittigd van het feit en van de omstandigheden die deze onderbreking tot gevolg gehad hebben.

2. Dezelfde inlichtingen worden aan de RVA overgemaakt indien de beroepsopleiding onderbroken wordt omdat de werkloze deze verlaat.

3. Wanneer de onderbrekingen van de beroepsopleiding door « ontslag » of verlating gerechtvaardigd zijn door geldige redenen, niet te wijten aan de werkloze en die door de dienst worden aanvaard, wordt de RVA hiervan beknopt verwittigd.

#### IV. Toepassing

De « geldige » of « niet-geldige » redenen, onderzocht door de dienst, worden door deze beoordeeld rekening houdend met de principes van de werkloosheidsverzekering in verband met de positieve beschikbaarheid op de arbeidsmarkt en in overeenstemming met de verplichtingen die de verplichte inschrijving als werkzoekende inhoudt.

In geval van twijfel wordt om de appreciatie van het werkloosheidsbureau verzocht.

Ze worden bovendien geapprecieerd, in het bijzonder, in functie van de door de diensten gevoerde specifieke acties, inzonderheid volgend uit de samenwerkingsakkoorden, gericht op het ontwikkelen van de kansen en persoonlijke mogelijkheden van inschakeling.

Met het oog op een uniforme toepassing van bovenstaande regeling wordt het college van leidend ambtenaren belast met het harmoniseren van de maatregelen en de toepassingsprocedures.

F. 95 - 1806

7 AVRIL 1995. - Arrêté royal portant exécution de l'article 21 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, notamment les articles 19 à 21;

Vu l'accord de coopération du 7 avril 1995 entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement, notamment l'annexe financement;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 4 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 avril 1995, *Moniteur belge* du 22 avril 1995;

Accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions du 7 avril 1995, *Moniteur belge* du 4 juillet 1995.

N. 95 - 1806

7 APRIL 1995. - Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 21 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in het bijzonder de artikelen 19 tot 21;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan van 7 april 1995, in het bijzonder de bijlage financiering;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995;

Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten van 7 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 4 juli 1995.